

CHAPITRE 5

Le lendemain, je me rends en compagnie de Riad dans les locaux du ministère de l'Intérieur du gouvernement de Gaza. Les précédents locaux ayant été bombardés lors de l'agression de novembre 2012, les locaux du ministère se résument en 2013 à quelques bureaux dans un immeuble. Les employés se montrent compréhensifs et m'impriment le jour même une attestation de régularisation de ma situation. Ma carte de séjour (valable pendant un an) me sera délivrée deux semaines plus tard.

Je me rends pour la première fois à l'université Al-Aqsa où je travaillerai. La Bande de Gaza compte cinq universités, dont trois principales. L'université Al-Aqsa est la seule à dépendre de l'Autorité palestinienne à Ramallah, dont les fonds assurent 80% du montant des salaires. Cependant, des retards ou des absences de paiements sont fréquemment constatés.

Dans les universités de Gaza, la tarification se fait à l'heure de cours, et les frais annuels s'élèvent à plusieurs milliers d'euros par an selon les disciplines. Le plus souvent, les familles des étudiants s'endettent. Dans certaines filières, certains étudiants décident de passer leur licence en six ans, afin d'étaler le paiement des frais d'inscription. Les deux autres grandes universités, l'université Al-Azhar (fondée par le Fatah) et l'université islamique (fondée par les Frères musulmans) ne dépendent pas de l'Autorité palestinienne.

L'université Al-Azhar est considérée comme la plus libérale des universités de Gaza, et l'université islamique comme la plus conservatrice. Un ami palestinien, de gauche et athée, a dû la quitter

après deux exclusions temporaires : « *On avait tous un cours de religion obligatoire. Une fois, alors que la polygamie n'existe quasiment pas en Palestine, le professeur a dit que si un homme marié avait besoin de plus de rapports sexuels, il fallait qu'il prenne une seconde épouse. Je lui ai demandé ce que la femme devrait faire si elle était dans le même cas... Il m'a demandé de sortir. La seconde fois, j'ai été viré pour avoir ramené un drapeau communiste au sein de l'université* ». Une autre amie a dû renoncer à y poursuivre ses études après avoir été mise sur liste noire à l'issue de la première année, suite à deux avertissements. Le premier pour un manteau mal boutonné qui aurait rendu sa tenue « non islamique », le second pour avoir utilisé son téléphone au sein de l'établissement.

L'université Al-Aqsa est cependant la seule que j'aurai l'occasion de connaître de l'intérieur. Ma première rencontre avec Ziad Medoukh, directeur du Département de français, se fait le lendemain de mon arrivée. L'homme est imposant par sa carrure et son assurance. En plus d'être directeur du département, Ziad est aussi l'auteur de plusieurs livres en langue française sur la situation à Gaza, et animateur de « *Bonjour de Gaza* », seule émission de radio francophone émise depuis la bande.¹

Après l'arrivée au pouvoir du Hamas dans la Bande de Gaza, le Conseil d'administration de l'université Al-Aqsa a été remplacé par un Conseil Présidentiel lié au gouvernement de Gaza. Les départements ont cependant une relative autonomie ; aucune censure ne sera exercée contre moi en ce qui concerne le contenu des cours. Plus petite structure de l'université, le Département de français est le seul où la mixité de genres a encore lieu et où aucune tenue vestimentaire n'est officiellement imposée par le règlement, quand le foulard et un manteau long sont obligatoires pour les femmes dans le reste de l'université. En outre, le foulard

1. Diffusée sur la radio des jeunes journalistes palestiniens, l'émission « *Bonjour de Gaza* », qui deviendra « *Bonjour de Gaza la vie* » en 2015, a permis pendant une heure par semaine, de traiter de nombreux thèmes relatifs à la vie dans la Bande de Gaza. Citons, à titre d'exemples : la vie étudiante à Gaza, la situation des chrétiens gazaouis, les luttes des femmes en Palestine, les manifestations populaires contre l'occupation ou encore les effets du blocus sur la population.

est porté par la totalité des étudiantes du Département de français, dont certaines m'en parlent comme d'un choix. À Gaza, plus de 80 % des étudiants sont des étudiantes. À l'université Al-Aqsa, pour l'année universitaire 2012-2013, cela concerne 22 000 femmes sur 25 000 inscrits.

Je suis en charge des cours de communication orale et écrite pour les étudiants de première année de « *Français Langue Étrangère* » et je dois les aider à atteindre le premier niveau du DELF (Diplôme d'Études en Langue Française). Au premier cours, je leur demande de se présenter et de me dire pourquoi ils ont décidé d'apprendre le français. Au milieu des réponses conventionnelles – « *Parce que c'est une très belle langue* », « *Parce que j'aime la France* » –, la réponse de Bara'a Mohamed me marque. Elle me dit que la langue française lui rappelle son frère qui venait de terminer en Algérie ses études pour devenir dentiste, et qui avait promis de la lui enseigner à son retour en Palestine. Mort d'un accident, le frère de Bara'a n'a cependant jamais pu revenir à Gaza ni enseigner le français à sa sœur cadette.

Bara'a est celle dont le niveau m'impressionne le plus ; et elle me déclare qu'elle espère que sa maîtrise future du français lui permettra de faire connaître la cause palestinienne à l'international. Le département a d'ailleurs de nombreuses relations avec des universités d'autres pays, même si le blocus rend particulièrement difficile les échanges internationaux. Il arrive fréquemment que la sortie d'un professeur ou l'arrivée d'un conférencier soit empêchée au dernier moment par l'État israélien. Les emplois du temps sont donc fréquemment modifiés, pour s'adapter à l'annulation d'une conférence, au retour différé d'un professeur ou au nécessaire rattrapage d'un cours. Les coupures d'électricité gênent, elles aussi, considérablement les étudiants dans leur travail. Lorsque je leur conseille de lire un texte ou de faire un exercice dans la semaine, quand je réponds à des questions qui me sont envoyées par e-mails, je ne sais pas si j'aide les étudiants ou si je ne fais qu'accroître l'inégalité entre ceux qui bénéficient d'un générateur électrique privé et ceux dont ce n'est pas le cas. Une amie m'expliquera que les horaires de travail sont tout aussi fluctuants dans les usines, les patrons réorganisant les emplois du temps au gré des coupures d'électricité.